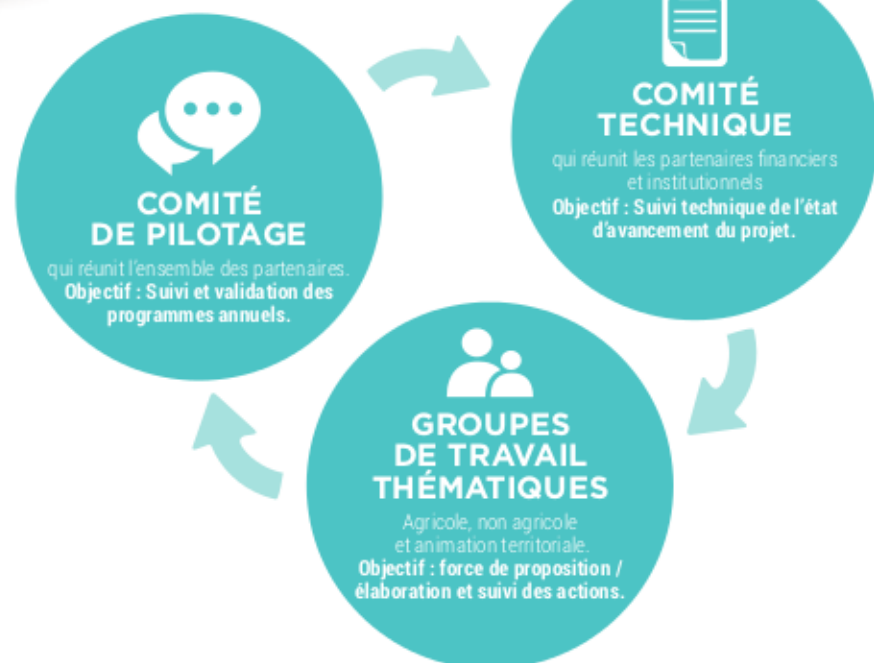


L'ANIMATION



LA GOUVERNANCE

ANIMATION, COORDINATION ET PILOTAGE DES INSTANCES DE GOUVERNANCE



LES PARTENAIRES ET MAÎTRES D'OUVRAGES DES ACTIONS:

Organisations professionnelles agricoles, associations et collectivités



LES PARTENAIRES FINANCIERS



EPTB CHARENTE

5 Rue Chante-Caille - ZI des Charriers - 17100 SAINTES - 05 46 74 00 02 - eptb-chartente@fleuve-charente.net www.fleuve-charente.net



EPTB Charente

Institution interdépartementale pour l'aménagement du fleuve Charente et de ses affluents



LA RECONQUÊTE DE LA QUALITÉ DE L'EAU DU FLEUVE CHARENTE

BASSIN D'ALIMENTATION DES CAPTAGES DE COULONGE ET SAINT HIPPOLYTE

Le programme Re-Sources de reconquête de la qualité de l'eau a pour objectif de réduire les pollutions diffuses dans le fleuve Charente et ses affluents. Il est mis en œuvre sur le Bassin d'Alimentation des Captages (BAC) de Coulonge et Saint Hippolyte.

L'ESSENTIEL

2 PRISES D'EAU SUPERFICIELLES qui ont la même Aire d'Alimentation de Captages (AAC)

202 COMMUNES réparties sur les départements de la Charente et la Charente Maritime

LA CHARENTE ET SES PRINCIPAUX AFFLUENTS : Soloire, Antenne, Né, Seugne...

LES CAPTAGES

volume produit : 17 Mm³
Population desservie entre 300 000 et 600 000 personnes (période estivale)

EN SAVOIR PLUS

EN FRANCE 507 CAPTAGES ONT ÉTÉ IDENTIFIÉS ET CLASSÉS AU TITRE DU GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT.

Sur ces captages, des programmes de reconquête de la qualité de la ressource doivent être mis en œuvre. Ces captages ont été sélectionnés en fonction de trois critères :

- état de la ressource vis-à-vis des pollutions par les nitrates ou les pesticides ;
- caractère stratégique de la ressource au vu de la population desservie et de la substituabilité de la ressource ;
- volonté de reconquérir certains captages abandonnés.

DES PRISES D'EAU STRATÉGIQUES

Les captages de Coulonge et Saint Hippolyte, situés en Charente-Maritime, prélèvent directement dans le fleuve Charente (Coulonge) au niveau de la commune de Saint Savinien ou à partir de Crazannes via le canal de l'Unima (Saint Hippolyte).

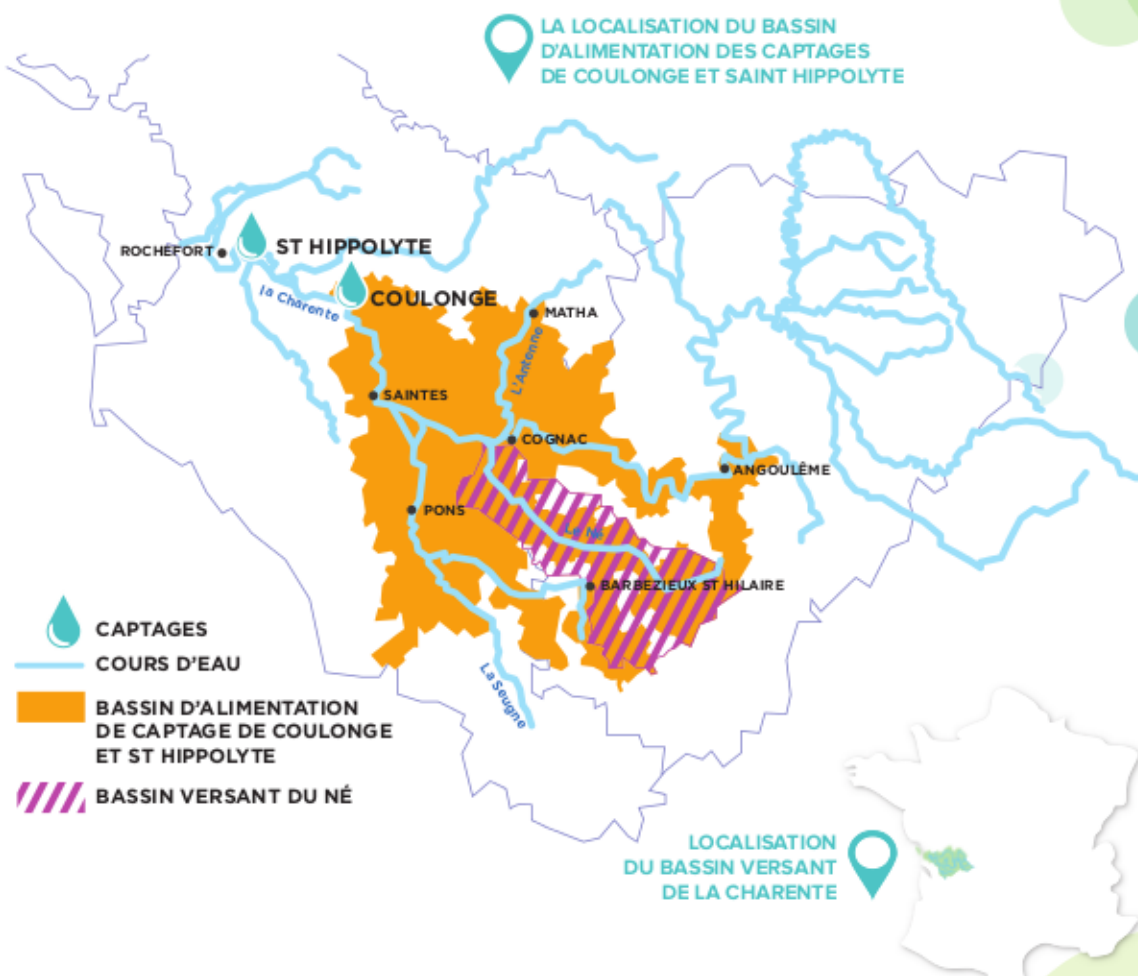
Ces deux prises d'eau stratégiques pour l'alimentation en eau potable, représentent entre 35% et 40 % du volume total produit en Charente-Maritime et alimentent principalement les communes littorales du département.

Ces captages classés « Grenelle » font l'objet d'un programme d'actions pour assurer la protection de la ressource.

LE BASSIN D'ALIMENTATION DE CAPTAGE

Après une étude menée par l'Agence de l'Eau Adour Garonne, le bassin d'alimentation des captages a été restreint à la partie aval du fleuve Charente et de ses affluents.

Une démarche spécifique est menée sur le bassin versant du Né dans le cadre du Contrat de bassin porté et animé par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique (SIAH) du bassin du Né.



LA RECONQUÊTE DE LA QUALITÉ DE L'EAU



LE PROGRAMME RE-SOURCES

Le programme Re-Sources a été initié au début des années 2000 à l'initiative de la Région Poitou-Charentes. Sa démarche multipartenaire et volontaire fait appel à la concertation et la mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés par la protection de la qualité de l'eau.

→ SON OBJECTIF

Reconquérir la qualité des eaux (eaux superficielles et souterraines) afin de conserver ou de retrouver la capacité d'exploiter les ressources en eau pour l'alimentation en eau potable.

En Poitou-Charentes, on dénombre 71 « captages Grenelle ». A ce jour, 63 captages prioritaires de la liste Grenelle font l'objet d'une démarche Re-Sources (soit 37 aires d'alimentation de captage).

Le BAC de Saint Hippolyte et Coulange a été intégré au programme Re-sources en avril 2012. Le territoire du BAC est très vaste, il recoupe plusieurs programmes d'actions (AAC Charente et BV du Né).

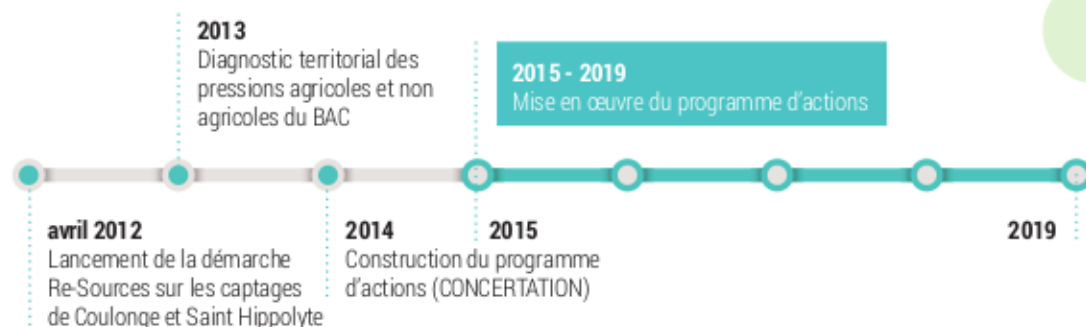
La démarche de reconquête de la qualité de la ressource en eau des captages Grenelle de Coulange et Saint Hippolyte a été engagée en avril 2012 par l'EPTB Charente en partenariat avec les producteurs d'eau potable : le Syndicat des Eaux de la Charente Maritime et la Communauté d'Agglomération de La Rochelle. La démarche engagée s'intègre dans le cadre du programme régional Re-Sources.

LES ENJEUX ET LES OBJECTIFS FIXÉS

	NITRATES	PRODUITS PHYTOSANITAIRES
ETAT INITIAL dans les eaux brutes (avant traitement)	teneurs moyenne autour de 25 mg/l et pics de concentration >35 mg/l	De nombreuses molécules (notamment des herbicides) quantifiées aux captages et des molécules qui dépassent le seuil de potabilité (0,1 µg/l).
OBJECTIF	Concentration moyenne sur les 5 années du programme en dessous de 25 mg/l avec suppression des pics.	Descendre sous le seuil de potabilité (0,1 µg/l) et supprimer les pics. Cet objectif vise l'ensemble des molécules susceptibles d'être retrouvées dans l'eau du fleuve. Une action est proposée dans le programme afin d'améliorer le suivi des molécules non recherchées actuellement et potentiellement utilisées.

Dans les eaux destinées à la consommation humaine, la norme fixe :		
à 50 mg/l la limite de qualité pour la concentration des nitrates	à 0,1 µg/l la limite de qualité pour la concentration de chaque type de produits phytosanitaires	à 0,5 µg/l la limite de qualité pour la concentration totale en produits phytosanitaires

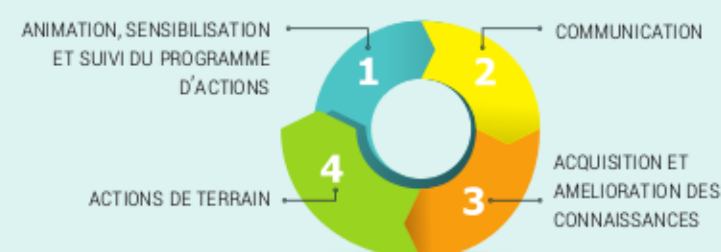
LA DÉMARCHE DE RECONQUÊTE DE LA QUALITÉ DE L'EAU



LE PROGRAMME D'ACTIONS DE RECONQUÊTE DE LA QUALITÉ DE L'EAU (DE 2015 À 2019)

Ce programme d'actions volontaire et multipartenarial est coordonné par l'EPTB Charente, le Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime, la Communauté d'Agglomération de la Rochelle. Il est mis en place sur le territoire par tous les partenaires : opérateurs agricoles, collectivités, associations...

UN PROGRAMME CO-CONSTRUIT AUTOUR DE 4 AXES



Il vise à limiter la contamination des captages par les nitrates et/ou les produits phytosanitaires :

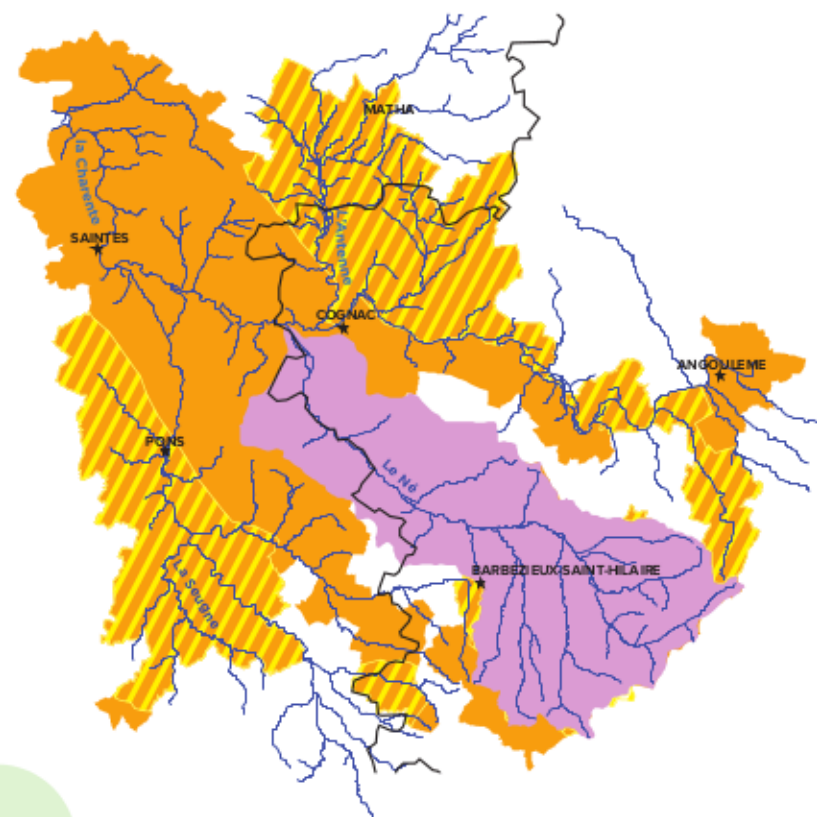
- la sensibilité du milieu ;
- les pressions de pollutions diffuses ;
- les pressions de pollutions ponctuelles.

LES ACTIONS OPÉRATIONNELLES

ACTIONS AGRICOLES

DES NIVEAUX D'ACTIONS DIFFÉRENCIÉS EN FONCTION DES SECTEURS

OBJECTIF Accompagner les agriculteurs vers des pratiques limitant les risques de pollutions (agriculture de précisions, agriculture biologique, système de culture, développement de filières, ...) dans le cadre d'actions collectives ou individuelles.



LES ACTIONS COLLECTIVES SUR L'ENSEMBLE DU BAC

- Acquisition de références et amélioration des connaissances : expérimentations, essais, mesures et analyses,
- Sensibilisation et information : journées techniques, démonstrations, formations,
- Accompagnement collectif : création de groupe d'échanges.

LES ACTIONS INDIVIDUELLES CIBLÉES SUR LES ZONES SENSIBLES

un accompagnement au plus près des besoins et spécificités des exploitations

- Diagnostics pollutions ponctuelles sur les sièges d'exploitations et diagnostics aménagement prioritaires à proximité des cours d'eau,
- Projets d'exploitations et accompagnement technique individuel sur les zones sensibles (ex: Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC)).

CONTRAT DE BASSIN DU NÉ

De la même manière des actions collectives et individuelles sont mises en œuvre sur le bassin du Né.

ACTIONS NON AGRICOLES

OBJECTIF Améliorer le traitement des effluents domestiques, réduire et sensibiliser sur l'usage des traitements phytosanitaires.

- Accompagner et assurer le suivi des projets d'assainissement collectif et non collectif et les projets de gestion des eaux pluviales,
- Accompagner les collectivités pour « optimiser la gestion de l'entretien des communes » et tendre vers la suppression des produits phytosanitaires (« 0 phyto ») : journées techniques et accompagnement spécifique,
- Sensibiliser les particuliers sur l'usage des produits phytosanitaires.

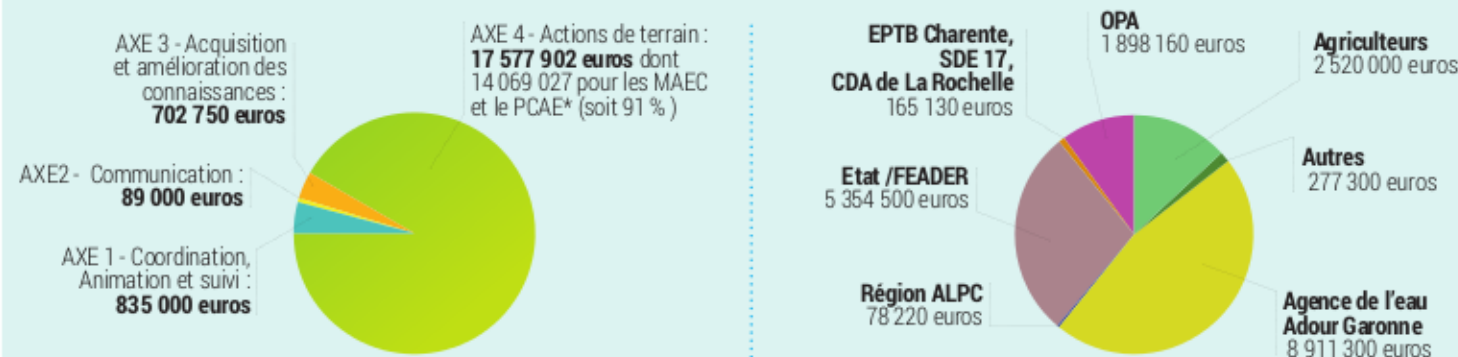
AMÉNAGEMENT

OBJECTIF Réduire les transferts de polluants vers les cours d'eau par l'entretien et le développement des aménagements paysagers (haies, ripisylves, zones humides, agroforesterie, ...).

- Journées techniques et démonstrations pour connaître les aménagements et solutions techniques agronomiques (agroforesterie, couverts, ...),
- Diagnostics et accompagnement individuel à l'échelle de l'exploitation, de la commune et de l'intercommunalité.

BUDGET ET PLAN DE FINANCEMENT DU PROGRAMME D'ACTIONS 2015-2019

LE COÛT PRÉVISIONNEL TOTAL DU CONTRAT S'ÉLÈVE À 19,2 MILLIONS D'EUROS



*Plan pour la Compétitivité et l'Adaptation des Exploitations